

Service vétérinaire Santé et protection animale,
Environnement
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy
66100 PERPIGNAN

PERPIGNAN, le 03/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERMES MARINES DU SOLEIL

LD FONTAINE AUX DAMES
66600 Salses-le-Château

Références : DDPP66 2023 01230
Code AIOT : 0056600092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement FERMES MARINES DU SOLEIL implanté LD FONTAINE AUX DAMES 66600 Salses-le-Château. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERMES MARINES DU SOLEIL
- LD FONTAINE AUX DAMES 66600 Salses-le-Château
- Code AIOT : 0056600092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une pisciculture d'alevinage et grossissement de bars, daurades, truites-arc-en-ciel et maigres .

L'activité est soumise à autorisation sous la rubrique 2130-2 .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation - aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacité de production	Autre du 12/12/2022	/	Sans objet
3	Pollution	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	/	Sans objet
4	Risque de pollution	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 10	/	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	/	Sans objet
6	Pollution	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	/	Sans objet
7	Dossier	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	/	Sans objet
8	Pollution	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement répond aux prescriptions réglementaires auquel il est soumis .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation - aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Implantation - aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;- les prélèvements d'eau associés. La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.
Constats : Présence de segmentations physiques, grilles, sur le canal de remontée et de rejet de l'étang de Salses .Le circuit fermé, alimenté par la résurgence Font Dame, bénéficie d'une station de pompage .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Capacité de production

Référence réglementaire : Autre du 12/12/2022
Thème(s) : Actions nationales 2023, Capacité de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de production réelle est indiquée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de la pisciculture. Si la capacité de production réelle dépasse de 20 t tonnes par an la capacité de production maximale indiquée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, il s'agit d'une modification substantielle.
Constats : Autorisation ICPE au bénéfice de l'antériorité 2130-2 au 13/01/1995 pour une production de 250 tonnes .récépissé changement d'exploitant 390/10 du 1er juin 2010 .La production pour l'année 2022 est de de 65 tonnes en prégrossissement circuit fermé et 150 tonnes en grossissement .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2023, Produits de nettoyage, de désinfection, de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.
Constats : Les aires de stockage des produits de traitement et de désinfection sont étanches .Des bacs de rétention sont associés à ces stockages .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2023, élevage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le local éclosier-alevinage doit permettre une désinfection appropriée sans qu'il puisse en résulter de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière. Le cas échéant, les effluents sont collectés et traités avant tout rejet .
Constats : Les eaux de la zone d'alevinage sont en circuit fermé avec un renouvellement de 10 % .Les eaux sont filtrées mécaniquement, filtres à sable puis par ozonisation et filtration UV .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Constats : Des contrôles annuels sont réalisés par des prestataires de service en ce qui concerne le système électrique et le risque incendie (extincteurs) .Dernières contrôles relevés : - le 12/07/2023 contrôle électrique- le 29/08/2022 contrôle extincteurs .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.
Constats : Une chambre froide réfrigérée est réservée à la conservation des poissons morts .Le poissons sont enlevés régulièrement par l'équarrissage .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Dossier ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant.</p> <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
<p>Constats : Le registre d'élevage, l'encadrement zoosanitaire, l'enregistrement des paramètres, le suivi du programme de surveillance sont effectués et enregistrés .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux rejetées dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.</p> <p>Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).</p>
<p>Constats : Un point de rejet unique des eaux est situé en aval d'un système de lagunage .Un programme d'autosurveillance des paramètres de rejet est réalisé par l'établissement .Les valeurs limites de rejet, définies par l'arrêté préfectoral, ne correspondent plus à une classification de masse d'eau réglementaire . Le SDAGE sera consulté pour une mise à jour de ces paramètres , en compatibilité avec le milieu récepteur .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet